

RAPPORT N° 51 29 janvier 2008
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
**sur le postulat N° 300.05 Nicole Aeby-Egger/
Guy-Noël Jelk concernant l'évolution de l'Ecole
cantonale de degré diplôme [ECDD] vers
une Ecole de maturité spécialisée santé et social
[EM-Sp Santé-Social]**

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de rapport suite au postulat Nicole Aeby-Egger/Guy-Noël Jelk concernant l'évolution de l'Ecole cantonale de degré diplôme [ECDD] vers une Ecole de maturité spécialisée santé et social [EM-Sp Santé-Social].

Plan du rapport:

1 Rappel de la situation

1.1 Développement du postulat

1.2 Réponse du Conseil d'Etat

2 But du rapport

3 Demandes de reconnaissance des Certificats ECG

3.1 Les ECG de Fribourg et Bulle

3.2 L'ECG du Gymnase intercantonal de la Broye

4 Evolution du dossier de la maturité spécialisée en Suisse

4.1 Révision de la réglementation par la CDIP

4.1.1 Modification du règlement de reconnaissance ECG

4.1.2 Directives pour la mise en œuvre de la maturité spécialisée, orientation pédagogie

4.2 Réflexions au niveau de la HES-S2

4.3 Décisions des cantons voisins

5 Situation dans le canton de Fribourg

5.1 En ce qui concerne la maturité spécialisée «Travail social»

5.2 En ce qui concerne la maturité spécialisée «Santé»

5.3 En ce qui concerne la maturité spécialisée «Orientation pédagogie»

5.4 Cas particulier du Gymnase intercantonal de la Broye

5.5 Mandats d'études

6 Conclusion

1. RAPPEL DE LA SITUATION

1.1 Développement du postulat

Depuis 2003, après que la Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) ait entrepris une révision de la réglementation concernant ces filières pour les transformer en «écoles de culture générale» (ECG), les écoles de degré diplôme sont en pleine mutation. Issues de l'ancienne Ecole cantonale préparatoire aux professions paramédicales, ces filières de formation peuvent être suivies principalement à l'Ecole cantonale de degré diplôme (ECDD) à Fribourg, mais aussi dans certaines

classes du Collège du Sud, à Bulle, et du Gymnase intercantonal de la Broye (GYB), à Payerne. Environ 1000 jeunes du canton sont en formation dans des classes de degré diplôme.

La CDIP reconnaît à ces écoles la possibilité de délivrer deux types de certificats:

- Le Certificat d'Ecole de culture générale (avec une option professionnelle: santé, travail social, pédagogie ou autre);
- Le Certificat de maturité spécialisée (avec une branche professionnelle).

Le Certificat de maturité spécialisée devrait donner accès aux Hautes Ecoles spécialisées (HES) du domaine correspondant, notamment Santé ou Social, et aux Hautes Ecoles pédagogiques (HEP) avec une maturité spécialisée orientation pédagogique.

Nos écoles de degré diplôme, désormais appelées ECG, ont adressé une demande auprès de la CDIP pour la reconnaissance de leur Certificat de culture générale. Par postulat déposé et développé le 17 novembre 2005, les députés Nicole Aeby-Egger et Guy-Noël Jelk souhaitaient que ces écoles délivrent non seulement le Certificat ECG mais également le Certificat de maturité spécialisée. Valider une formation du Secondaire 2 avec une maturité spécialisée est une assurance pour l'avenir et représente un cursus de formation enthousiasmant, qui répond aux besoins économiques actuels, prépare aux exigences futures et correspond aux aspirations de nos jeunes fribourgeois. Dans un contexte de pénurie de places d'apprentissage, ce cursus de la maturité spécialisée est primordial pour dispenser une formation qui donne accès aux professions de niveau tertiaire (Hautes Ecoles spécialisées de la santé, du social et même Haute Ecole pédagogique).

Les deux députés demandaient au Conseil d'Etat d'étudier la possibilité de mettre sur pied la maturité spécialisée dans les domaines de la santé, du social et éventuellement de la pédagogie dans les plus brefs délais, c'est-à-dire au cours des travaux nécessaires à l'application des nouvelles réglementations de la CDIP datant de juin 2003.

1.2 Réponse du Conseil d'Etat

Dans sa réponse du 2 mai 2006, le Conseil d'Etat indiquait qu'en Suisse romande, les établissements supérieurs de préparation aux professions de la santé et du social se sont regroupés dans une entité unique, rattachée à la Haute Ecole de Suisse Occidentale (HES-SO/S2). Comme pour toutes les HES, le titre normal pour y accéder est un certificat de maturité professionnelle. Avec l'entrée en vigueur de la loi du 13.12.2002 sur la formation professionnelle (LFPr), un cursus a été mis en place pour les professions de la santé et du social. C'est la création des filières du certificat d'assistant-e en soins et santé communautaire (ASSC) et d'assistant-e socio-éducatif (ASE). Les détenteurs de ces certificats de capacité peuvent poursuivre leur formation et obtenir une maturité professionnelle santé-social.

Mais comme le relèvent fort justement les auteurs du postulat, les détenteurs de maturité professionnelle santé-social ne sont pas assez nombreux, et ils ne le seront sans doute pas non plus à long terme, pour assurer quantitativement la relève nécessaire en personnel des professions de la santé et du travail social. La HES-SO/S2 devra à

l'avenir, et comme cela était le cas précédemment, recruter la majorité de ses étudiants dans les ECG ainsi que parmi les détenteurs d'une maturité gymnasiale. Afin de permettre un accès direct des étudiants des ECG vers les HES, il a donc été prévu la possibilité de délivrer des titres de maturité spécialisée. Cependant, les modalités et les contenus de formation des maturités spécialisées ne sont pas définis précisément par la réglementation de la CDIP et permettent aux cantons une marge d'adaptation. C'est pourquoi les cantons, notamment ceux de la Confédération intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (CIIP) et ceux de la Nordwestschweizerischen Erziehungsdirektorenkonferenz (NW-EDK), régions dont est membre le canton de Fribourg, ont mis sur pied des groupes de concertation afin de coordonner les exigences pour l'obtention des différents types de maturité spécialisée.

Dans une phase transitoire, les Hautes Ecoles Spécialisées ont multiplié les possibilités d'accès à leurs différentes voies d'études. Ainsi le diplôme ECG, moyennant une année préparatoire ou des modules complémentaires, continuera à permettre l'accès aux professions de la santé. Il en va de même dans le domaine social moyennant des stages pré-professionnels de 40 semaines.

Dans le domaine de la santé, d'aucuns pensent, notamment en Suisse romande, que la formation dispensée durant ces modules préparatoires pourrait être transférée au niveau du Secondaire 2 et constituer l'essentiel du programme de formation à la maturité spécialisée. Le groupe de concertation chargé d'étudier l'introduction de la maturité spécialisée, qui a été mis en place par la CIIP, a déposé un rapport en mars 2006. Il préconisait la poursuite des investigations à ce sujet. Mis à part le canton de Genève qui a déjà adopté une disposition allant dans ce sens, les autres cantons romands réservent leur décision concernant l'introduction de la maturité spécialisée jusqu'à l'obtention des résultats de ces investigations. Dans le domaine social, la période transitoire étant de 10 ans, il n'est pas nécessaire pour l'instant d'établir une concertation au niveau romand.

Dans la région NW EDK, l'Arbeitsgruppe Koordination Fachmittelschulen a livré son rapport final en février 2006, lequel préconise aussi la possibilité de faire valider les modules complémentaires des HES Santé comme l'équivalent des stages de maturité spécialisée. Cependant, les HES Santé de Suisse alémanique ayant également ouvert leurs conditions d'admission à d'autres types de formation, certains cantons se demandent s'ils ne veulent pas tout simplement renoncer à la maturité spécialisée.

En résumé, tout en reconnaissant la nécessité de permettre aux jeunes sortant des ECG de pouvoir accéder aux Hautes Ecoles spécialisées de la santé et du social, le Conseil d'Etat ne pouvait pas définir, au moment de la réponse, les modalités à mettre en place sans études complémentaires.

Dans le domaine pédagogique, une consultation s'est déroulée récemment sous l'égide de la CDIP afin de connaître les contenus d'une maturité spécialisée permettant l'accès aux Hautes Ecoles Pédagogiques (HEP). Pour l'instant, les détenteurs des diplômes de l'ECDD – et donc des certificats ECG – ont la possibilité de s'inscrire pour l'année préparatoire permettant l'accès à la HEP fribourgeoise. Il est légitime de se demander si une maturité spécialisée ne pourrait être délivrée au terme, ou en lieu et place, de cette année préparatoire.

Le Conseil d'Etat est conscient d'une part des besoins des Hautes Ecoles Spécialisées santé et social, d'autre part de la nécessité de donner des assurances aux élèves sortant des ECG de pouvoir poursuivre une formation dans le domaine professionnel qui les intéresse. La voie de la maturité spécialisée pourrait être une formation valorisante et un titre reconnu pour l'entrée dans les HES dans la mesure où une solution est envisageable à l'échelon intercantonal. Mais le Conseil d'Etat n'était pas en mesure de définir les contours de ces formations, pas plus que d'en estimer les coûts. C'est la raison pour laquelle, il était d'avis que la poursuite des études et des investigations dans ce domaine est nécessaire.

Le Conseil d'Etat proposait donc au Grand Conseil d'accepter le postulat et de déposer un rapport sur les possibilités ouvertes par la voie de formation des maturités spécialisées et sur l'opportunité de les mettre en place.

Le 8 septembre 2006, le Grand Conseil a accepté la prise en considération de ce postulat par 86 voix contre 2. Il y a eu 3 abstentions.

2. BUT DU RAPPORT

Depuis mai 2006, le dossier des maturités spécialisées a certes évolué sur les plans suisse et suisse-romand, mais pas suffisamment pour que des décisions définitives puissent être prises en la matière. Le but du présent rapport est donc de faire le point de la situation et de définir les prochains jalons qu'auront à suivre les responsables du dossier dans notre canton.

Mais d'ores et déjà, en fonction de nos besoins et de la structure des écoles en place, on peut admettre que les domaines professionnels concernés seront exclusivement ceux de la santé, du travail social et de la pédagogie. Le canton n'envisage pas de mettre en place des filières ECG dans les autres domaines cités dans la réglementation de la CDIP, à savoir: psychologie appliquée, communication et information, musique et théâtre ou arts et design.

Dans la suite de ce rapport ne seront donc traités que les éléments en relation avec les trois domaines retenus.

3. DEMANDES DE RECONNAISSANCE DES CERTIFICATS ECG

Le règlement de la CDIP relatif aux écoles de culture générale est entré en vigueur le 1^{er} août 2004. La voie conduisant au Certificat ECG dure trois ans et inclut, en plus des disciplines de culture générale, des options spécifiques (santé, travail social, pédagogie, notamment). Le certificat ECG permet d'accéder à une école supérieure correspondant à l'option choisie. Dans une phase de transition, le certificat ECG permet d'accéder, moyennant des formations complémentaires (année préparatoire, modules complémentaires, stages pratiques) aux Hautes Ecoles spécialisées pour les domaines santé et travail social. Les porteurs du Certificat ECG peuvent également se porter candidat à l'année préparatoire de la Haute Ecole pédagogique de Fribourg (HEP-FR). Après l'obtention du Certificat ECG, certains élèves cherchent à intégrer un collège cantonal et à obtenir une maturité gymnasiale en principe en deux ans.

Seize cantons ont déjà obtenu une reconnaissance à l'échelon intercantonal de leurs certificats ECG et sept

autres, dont le canton de Fribourg, ont déposé une demande dans ce sens. Trois demi-cantons (AI, NW et OW) n'ont pas d'ECG.

3.1 Les ECG de Fribourg et Bulle

Au nom du canton de Fribourg, la DICS s'est adressée à la CDIP pour demander la reconnaissance des certificats délivrés par les deux écoles concernées:

- l'École de Culture Générale de Fribourg (ECGF), anciennement ECDD, établissement bilingue fréquenté cette année par 667 élèves (509 francophones et 158 germanophones), dont 73% sont des jeunes filles;
- la section d'École de culture générale du Collège du Sud (ECG Sud), à Bulle, fréquentée cette année par 213 élèves, dont 84% sont des jeunes filles.

La demande concerne le certificat ECG pour deux filières:

- le domaine santé, pour une préparation professionnelle aux diverses filières paramédicales de la HES-S2 ou pour un accès à des professions ou des apprentissages techniques comme ceux de laborantin(e)s en chimie ou en biologie; 56% des élèves choisissent cette option;
- le domaine socio-éducatif, avec une préparation spécifique pour une entrée dans une Haute École de travail social, ou pour des candidat(e)s à la HEP-FR, moyennant une année préparatoire; 44% des élèves choisissent cette voie.

Comme ces deux écoles avaient déjà un cursus de trois ans d'école de degré diplôme reconnu, les adaptations aux exigences de la réglementation 2003 n'ont demandé que des changements modestes. Cependant ces écoles ont profité de cette occasion pour travailler un plan d'étude cantonal, en conformité avec le Plan d'études cadre pour les ECG, du 9 septembre 2004, de la CDIP, valable pour les deux écoles du canton et les deux sections linguistiques. De même une grille horaire unifiée a été adoptée, ce qui n'était pas le cas jusqu'à présent.

En date du 30 novembre 2007, la Commission de la CDIP pour la reconnaissance des certificats délivrés par les ECG a remis un rapport préalable indiquant que les deux écoles fribourgeoises remplissent entièrement les conditions fixées. Mais avant que la reconnaissance officielle puisse être délivrée, le Conseil d'Etat doit adopter les deux règlements de base concernant ces filières: un *règlement concernant les études de culture générale* et un *règlement concernant les examens de certificat de culture générale*.

3.2 L'ECG du Gymnase intercantonal de la Broye

Le Gymnase intercantonal de la Broye (GYB), à Payerne, permet également de suivre une filière ECG, avec deux domaines possibles: santé et socio-pédagogique. Dans ce cas précis, c'est plutôt l'organisation vaudoise qui a servi de modèle dans le sens où, comme dans les gymnases vaudois, des synergies ont été développées entre cette filière et l'école de commerce. Un tronc commun de branches générales permet de réunir dans une même classe des élèves de culture générale et de commerce, alors que des options ciblées leur permettent d'acquérir des connaissances et des compétences spécifiques du domaine professionnel. Durant cette année scolaire, 169 élèves (dont 78 fribourgeois) suivent la filière ECG; il y a

72% de jeunes filles et la répartition des domaines est de 41% pour la santé et 59% pour le socio-pédagogique.

Au nom des cantons de Vaud et de Fribourg, le Conseil du GYB a également déposé une demande de reconnaissance. Une première visite de l'école a été effectuée par des représentants de la commission qui ont pu constater que les structures et programmes mis en place sont conformes. La commission désire encore analyser le contenu et le déroulement des premiers examens finaux en juin prochain avant de prendre la décision finale de reconnaissance.

4. ÉVOLUTION DU DOSSIER DE LA MATURITÉ SPÉCIALISÉE EN SUISSE

Comme indiqué ci-dessus, pratiquement tous les cantons ont mis en place des écoles délivrant des Certificats ECG. Mais en ce qui concerne la maturité spécialisée, la situation est très différente: il n'y a que le canton de Genève qui bénéficie actuellement d'une reconnaissance intercantonale pour les certificats de maturité spécialisée qu'il délivre dans les domaines santé, travail social et arts visuels. Quatre autres cantons ou demi-cantons (AR, BS, SH et ZH) ont déposé une demande en ce sens auprès de la CDIP.

Tous les autres cantons ont choisi d'attendre avant de mettre en place cette voie d'étude, estimant que les conditions requises par le règlement de reconnaissance ne permettent pas de le faire. Citons notamment le canton de Berne, qui avait élaboré un projet assez ambitieux de maturités spécialisées, non seulement dans les domaines santé et travail social, mais aussi dans les domaines pédagogique et artistique, et qui a brusquement décidé, en juin 2006, de faire machine arrière et de bloquer tout le processus, jusqu'à ce que des clarifications soient obtenues en ce qui concerne les conditions d'obtention des maturités spécialisées.

Ainsi donc le canton de Fribourg n'est pas seul à observer un moratoire en la matière et à se poser des questions sur l'opportunité de mettre en place des filières de maturité spécialisée. Il faut dire que la réglementation de la CDIP nécessitait quelques précisions, raison pour laquelle des modifications ont été décidées.

4.1 Révision de la réglementation par la CDIP

4.1.1 Modification du règlement de reconnaissance ECG

Après une consultation qui s'est déroulée dans la première partie de l'année 2007, l'Assemblée plénière de la CDIP a approuvé, le 26 octobre 2007, la version révisée du règlement du 12 juin 2003 concernant la reconnaissance des certificats délivrés par les écoles de culture générale (règlement de reconnaissance ECG). Dans ce règlement sont désormais explicitement définies les prestations complémentaires requises pour l'obtention de la maturité spécialisée dans chaque domaine professionnel.

Dans les domaines professionnels qui nous intéressent, les prestations additionnelles sont prévues comme suit.

- maturité spécialisée, option santé: est requis, en plus du travail de maturité spécialisée, un engagement accompagné, structuré et évalué dans une institution du domaine santé; durée minimale: 24 semaines; la matu-

rité spécialisée permet d'accéder directement à une filière HES santé (p.ex. soins infirmiers, physiothérapie, ergothérapie).

- maturité spécialisée, option travail social: est requis, en plus du travail de maturité spécialisée, un engagement accompagné, structuré et évalué dans une institution du domaine social; durée minimale: 12 semaines; la maturité spécialisée permet d'accéder directement à une filière HES de travail social (p.ex. pédagogie sociale, animation socio-culturelle).
- maturité spécialisée, option pédagogie: sont requis des cours en langue première, langue seconde, mathématiques et sciences expérimentales, ainsi qu'en sciences humaines et sociales. Cette prestation additionnelle est clôturée par un examen dont l'accès est subordonné à la rédaction et à la présentation réussie d'un travail de maturité spécialisée; la maturité spécialisée permet d'accéder directement à une filière HEP conduisant à l'enseignement aux degrés préscolaire/primaire.

Le règlement de reconnaissance ECG reconnaît de plus désormais officiellement le droit au Comité de la CDIP de fixer dans des directives, pour chaque domaine professionnel, les objectifs, la durée, la structure et l'organisation des prestations additionnelles requises pour l'obtention de la maturité spécialisée.

Les bases légales qui régissent, d'une part, la remise des certificats de maturité spécialisée et, d'autre part, le droit d'accès à certaines filières HES conférés par ces certificats, sont désormais clairement définies.

4.1.2 Directives pour la mise en œuvre de la maturité spécialisée, orientation pédagogie

Anticipant sur ce droit d'émettre des directives, le comité de la CDIP a décidé, le 18 janvier 2007, d'adopter à titre provisoire des directives relatives à la mise en œuvre de la maturité spécialisée, orientation pédagogie (MSOP), qui peuvent être appliquées pendant les années scolaires 2007–2010. D'ici à la fin 2009 sera effectuée une évaluation sur la mise en œuvre de cette filière, dont les conclusions déboucheront sur la promulgation de directives avec effet dès l'année scolaire 2010/11.

Ces directives se basent sur le travail d'un groupe mixte d'experts chargé de définir le niveau de culture générale requis et de déterminer les modalités de contenu précises et valables sur le plan national (standards) en ce qui concerne les paramètres relatifs à l'organisation et au déroulement de l'examen final de la MSOP. Ainsi ces directives n'indiquent pas de programme ou de plan d'études, fixant simplement la durée de formation à un semestre au moins. Par contre, elles précisent pour chaque discipline (langue première, deuxième langue nationale ou anglais, mathématiques, sciences expérimentales, sciences humaines et sociales) le niveau et les compétences qui doivent être testés par les examens.

L'admission aux examens finals est subordonnée à la présentation réussie d'un travail de maturité, traitant d'un sujet choisi librement et ayant nécessité pour sa préparation et sa rédaction au moins deux mois de travail autonome.

A noter qu'une annexe à ces directives prévoit que des professionnels ayant une expérience pluriannuelle ou des titulaires d'une maturité professionnelle peuvent être admis dans une HEP filière degrés préscolaire et primaire, à condition d'avoir réussi un examen complémentaire, pla-

cé sous la responsabilité des hautes écoles pédagogique et attestant d'un niveau équivalent à celui d'une personne ayant fréquenté l'école de culture générale orientation pédagogie.

4.2 Réflexions au niveau de la HES-S2

La Haute Ecole spécialisée Santé et Social de Suisse romande (HES-S2) a mis en place un réseau de veille chargé notamment d'étudier les conditions d'admission. Dans un rapport déposé au printemps 2007, celui-ci émet un certain nombre d'hypothèses quant aux conditions de mise en place des maturités spécialisées.

En ce qui concerne les Hautes écoles spécialisées de travail social, le transfert des conditions d'accès provisoires actuelles vers la maturité spécialisée ne devrait pas susciter beaucoup de problème. Pendant une période transitoire de dix ans, il est admis que les titulaires du certificat ECG peuvent se porter candidats moyennant un minimum d'une année d'expérience professionnelle de qualité. Cette expérience permet de prendre conscience des réalités existentielles des clientes et clients potentiels dans la perspective de la future activité professionnelle. Pour la maturité spécialisée dans ce domaine les conditions changent peu puisque l'essentiel des prestations additionnelles résident dans des stages en diverses institutions. Il s'agira donc surtout d'en réglementer la durée et l'évaluation.

C'est par contre au niveau de l'entrée dans les filières de la santé que les problèmes se posent. Les conditions d'admission à la HES-Santé distinguent deux voies principales d'accès.

Sont qualifiées de formations préalables spécifiques au domaine le certificat fédéral de capacité (CFC) en santé plus maturité professionnelle santé-social ou le certificat ECG plus une maturité spécialisée en santé. Les candidat(e)s avec une formation préalable spécifique au domaine peuvent accomplir une formation HES en 3 ans.

Sont considérées comme formations préalables non-spécifiques au domaine le certificat fédéral de capacité (CFC) d'un autre domaine plus une autre maturité professionnelle, la maturité gymnasiale, ou le certificat ECG sans maturité spécialisée. Les candidat(e)s sans formation préalable spécifique au domaine doivent accomplir des modules complémentaires au début, pendant ou en fin de formation HES-Santé.

Dans les HES-Santé de Suisse occidentale, ces modules complémentaires consistent généralement en une année préparatoire qui se passe à l'intérieur de l'école de santé, mais qui n'est pas considérée comme formation tertiaire. Il s'agit pour l'essentiel de cours techniques ou pratiques nécessitant des infrastructures spécialisées telles que laboratoires, chambres de malade fictives, etc.

Dans son rapport, le réseau de veille a proposé divers scénarios pour réaliser une maturité spécialisée santé. Mais en fonction de la modification intervenue dans le Règlement de reconnaissance de la CDIP, un seul reste en ligne de compte. Il se base sur le modèle genevois de partenariat entre le Secondaire 2 et la HES-Santé et prévoit d'intégrer la maturité spécialisée et l'année préparatoire au sein d'un dispositif de formation commun. Le Secondaire 2 confierait par exemple un mandat de prestation aux établissements de formation HES-Santé pour dispenser les formations pratique et technique. Ce modèle a l'avant-

tage de permettre une expérience pratique précoce dans la profession choisie, tout en n'occupant pas un nombre exagéré de places de stages au niveau des hôpitaux ou autres institutions médicales et paramédicales.

Comme désavantage, il faut signaler que chaque filière de la santé propose ses propres années préparatoires et qu'il n'y a pas de mobilité interfilière. Cela implique l'obligation de déplacements intercantonaux pour les filières inexistantes dans le canton de domicile. Une autre difficulté résulte dans l'implication du degré tertiaire dans une formation certifiée par le degré secondaire 2. Pour réaliser un tel programme, des conditions strictes devraient être formulées de sorte que la sélection puisse se réaliser avant d'entrer en maturité spécialisée et que l'accessibilité aux filières hors canton de domicile soit assurée. Il devient nécessaire que le modèle de maturité spécialisée santé soit harmonisé sur le plan Suisse pour que le diplôme soit reconnu dans tout le pays.

Etant donné le contexte d'incertitude, notamment concernant la conformité du système de formation du domaine santé avec les directives européennes qui posent des exigences contraignantes en matière de formation pratique, le comité stratégique de la HES-SO a demandé d'étudier de manière détaillée ce scénario et de consulter les cantons romands à ce sujet. Les résultats de cette consultation ne seront connus qu'au printemps 2008.

4.3 Décisions des cantons voisins

Le canton de Genève offre dès maintenant une maturité spécialisée reconnue par la CDIP dans les domaines santé, travail social, ainsi qu'en arts et design. Par contre, ce canton n'a pas l'intention de mettre en place la maturité spécialisée orientation pédagogie, la formation des maîtres primaires se faisant à l'Université.

Dans le canton de Vaud la décision est prise d'instituer une maturité spécialisée orientation pédagogie (MSOP) qui remplacera dès la rentrée 2009 l'actuelle maturité spécialisée cantonale dans ce domaine. Les réflexions se poursuivent dans le domaine de la Santé.

Le canton du Valais aussi a pris une décision de principe, à savoir la MSOP immédiatement et dès que possible pour les domaines santé et travail social, selon l'évolution de dossier au niveau romand.

Les cantons de Neuchâtel, du Jura et de Berne n'ont pas communiqué leurs nouvelles intentions jusqu'à présent.

5. SITUATION DANS LE CANTON DE FRIBOURG

5.1 En ce qui concerne la maturité spécialisée «Travail social»

Comme indiqué plus haut, c'est le domaine professionnel où la mise en place d'une maturité spécialisée posera le moins de difficultés. Mais en même temps, c'est le domaine où cela est le moins urgent puisque la situation transitoire a été fixée à dix ans soit jusqu'en 2014 ou 2015.

5.2 En ce qui concerne la maturité spécialisée «Santé»

Dans la situation actuelle, les porteurs de certificats ECG et les porteurs de maturité gymnasiale suivent ensemble

une année préparatoire dans notre Haute Ecole de santé (HEdS-FR). Cette formation correspond aux prestations additionnelles prévues pour l'obtention de la maturité spécialisée. Mais il est clair qu'on ne peut pas doubler les voies de formation, c'est-à-dire organiser ces prestations dans une ECG et laisser les porteurs de maturité gymnasiale réaliser leur année préparatoire dans la HEdS-FR. Pour des raisons de rentabilité évidentes, des synergies doivent être trouvées entre les niveaux tertiaire et secondaire. Mais cela rejoint les préoccupations de la HES-S2 de la Suisse occidentale. Il y a dès lors lieu d'attendre les résultats de la consultation romande pour les intégrer au niveau fribourgeois.

D'autres difficultés ne sont pas à négliger, notamment celles liées aux formations dans des domaines de spécialisation non offertes dans le canton de FR telles que la physiothérapie, la radiologie, les formations de sage-femme et de diététicienne. Il est évident qu'une collaboration intercantonale devra être trouvée en plus du partenariat cantonal.

5.3 En ce qui concerne la maturité spécialisée «Orientation pédagogie»

Dans ce domaine, il existe une situation analogue, avec nécessité de trouver un partenariat entre la Haute Ecole pédagogique de Fribourg (HEP-FR) et le degré secondaire 2. Cette situation est en revanche moins complexe, une seule voie étant possible et un seul type d'école concerné.

Actuellement, l'année préparatoire à la HEP-FR ne reçoit pas uniquement des porteurs de certificats ECG, mais aussi des personnes ayant d'autres formations, notamment des porteurs de CFC avec diverses expériences professionnelles. Pour ces personnes un examen complémentaire est prévu dans le règlement de reconnaissance de la CDIP.

Les prestations additionnelles de ce domaine sont essentiellement d'ordre scolaire et les ECG seraient tout-à-fait à même de les fournir. Cependant le nombre des porteurs de certificats ECG qui se destinent à cette voie, ne formera peut-être pas une masse critique suffisante pour justifier l'ouverture d'une classe, en plus de la formation préparatoire existante à la HEP-FR.

Il faudra donc choisir où cette formation devra se réaliser et quelles seront les responsabilités de chaque niveau d'enseignement.

5.4 Cas particulier du Gymnase intercantonal de la Broye

Selon la Convention intercantonale du 9 décembre 2002 sur la création et l'exploitation du Gymnase intercantonal de la Broye (CIGB), cette école ne peut offrir que les filières de formation qui sont connues dans les deux cantons. Le devenir des maturités spécialisées dépendra donc des décisions de principes prises autant dans le canton de Vaud que dans le canton de Fribourg.

Si les maturités spécialisées sont offertes dans les deux cantons, il faudra en étudier les modalités d'application pour les élèves du GYB. Dans le cas contraire, il faudra se demander sous quelles conditions les élèves fribourgeois du GYB pourront être accueillis dans une HES ou HEP vaudoise et inversement sous quelles conditions les élèves vaudois pourraient poursuivre les études à Fribourg.

5.5 Mandats d'études

Au vu de ce qui précède, il est évident que la situation actuelle ne saurait être maintenue à moyen terme. Les hautes écoles spécialisées, notamment celles qui conduisent aux professions de la santé, ont besoin des élèves formés dans les ECG. Cette année, les jeunes qui ont commencé leurs études dans la HEdS-FR proviennent à 40% de nos ECG. Et pourtant les titulaires d'un certificat ECG sont confrontés à la situation suivante: ils doivent fournir des prestations additionnelles pour accéder librement à une HES mais, étant donné que ces prestations diffèrent d'un canton à l'autre, celles qu'ils fournissent dans un canton ne leur garantissent pas un accès direct dans une haute école spécialisée d'un autre canton. Ces conditions ne sont pas idéales si on tient compte de la perméabilité requise au sein du système éducatif suisse. Nos ECG ne pourront par conséquent se positionner à long terme que si elles offrent la possibilité d'obtenir, en plus du certificat ECG, une maturité spécialisée reconnue à l'échelon intercantonal.

Cela étant, de nombreuses questions se posent encore sur les modalités et les structures que doivent prendre ces différentes filières de maturité spécialisée. Tant les décisions prises par la CDIP que les démarches entreprises au niveau de la HES-S2 constituent aujourd'hui une base suffisante pour entrer dans une phase concrète de recherche de solutions.

C'est pourquoi la DICS mandatera trois groupes de travail afin de déterminer les conditions de réalisation des maturités spécialisées dans les domaines santé, travail social et orientation pédagogie dans le canton de Fribourg.

Ce groupe devra être composé d'experts et de représentants du Service des affaires universitaires (SAfU), du Service de l'enseignement secondaire du deuxième degré (S2), de chacune des hautes écoles spécialisées et des ECG fribourgeoises.

Dans chacun des domaines professionnels, il s'agira notamment d'effectuer les tâches suivantes:

- déterminer les besoins quantitatifs (candidat(e)s potentiel(le)s) de chaque domaine);
- déterminer les synergies, les collaborations et les partenariats possibles entre les niveaux secondaire et tertiaire;

- étudier une structure possible de formation et établir des programmes de travail;
- envisager d'éventuels transferts de postes et évaluer les besoins en EPT supplémentaires;
- en déduire les conséquences financières.

Ces réflexions doivent inclure les possibilités offertes aux élèves du GYB.

Du point de vue du calendrier, les groupes de travail seront constitués d'ici fin mars 2008. Chaque sous-groupe déposera un rapport intermédiaire pour décembre 2008, en partant de l'hypothèse que l'introduction de ces filières de formation ne pourrait intervenir que pour la rentrée 2009 en ce qui concerne la maturité spécialisée option santé, et la rentrée 2010 pour les deux autres domaines.

6. CONCLUSION

Compte tenu de l'évolution prise par le dossier, un moratoire en la matière a dû être observé. Le Conseil d'Etat est cependant conscient que la situation à moyen terme des titulaires de certificat ECG ne sera pas satisfaisante. Les élèves formés dans cette filière sont appréciés dans les HES subséquentes, notamment celles du domaine de la santé où ils/elles constituent un pourcentage important de leurs effectifs. Les conditions d'accès dans ces écoles dépendent de conditions transitoires qui ne seront bientôt valables qu'au niveau cantonal. Partant de ce constat, la mise en place des maturités spécialisées devrait s'imposer dans notre canton aussi.

Néanmoins la situation actuelle ne permet pas de définir les conditions de réalisation et dépendent également, spécialement en ce qui concerne le domaine de la santé, de décisions prises dans les autres cantons romands.

C'est la raison pour laquelle le Conseil d'Etat approuve le projet de la DICS d'élaborer des mandats d'études qui conduiront à des prises de décisions concrètes.

En conclusion, le Conseil d'Etat vous invite à prendre acte de ce rapport, ceci dans l'attente des prises de positions ultérieures qui préciseront les intentions du canton sur la mise en place des maturités spécialisées.

BERICHT Nr. 51 29. Januar 2008
des Staatsrats an den Grossen Rat
**zum Postulat Nr. 300.05 Nicole Aeby-Egger/
Guy-Noël Jelk über die Entwicklung der
Kantonalen Diplommittelschule (KDMS) zu
einer Fachmaturitätsschule für Gesundheit und
Soziales [FMS-GS]**

Wir legen Ihnen hiermit im Anschluss an das Postulat Nicole Aeby-Egger/Guy-Noël Jelk einen Bericht über die Entwicklung der Diplommittelschule [KDMS] zu einer Fachmaturitätsschule für Gesundheit und Soziales [FMS-GS] vor.

Gliederung des Berichts:

1 Rückblick

1.1 Begründung des Postulats

1.2 Antwort des Staatsrats

2 Ziel des Berichts

3 Anerkennungsgesuche für FMS-zertifikate

3.1 Die FMS Freiburg und Bulle

*3.2 Die FMS des interkantonalen Gymnasiums der
Region Broye*

**4 Entwicklung des Dossiers Fachmaturität in der
Schweiz**

4.1 Revision der Reglementierung durch die EDK

4.1.1 Änderung des FMS-Anerkennungsreglements

*4.1.2 Richtlinie für die Umsetzung der Fachmaturi-
tät, Berufsfeld Pädagogik*

4.2 Überlegungen auf Ebene der HES-S2

4.3 Entscheidungen der Nachbarkantone

5 Situation im Kanton Freiburg

5.1 Fachmaturität Soziale Arbeit

5.2 Fachmaturität Gesundheit

5.3 Fachmaturität Pädagogik

*5.4 Sonderfall Interkantonales Gymnasium der Regi-
on Broye*

5.5 Studienmandate

6 Schlussbemerkung

1. RÜCKBLICK

1.1 Begründung des Postulats

Seitdem die Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK) 2003 die Reglementierung ihrer Ausbildungsgänge revidiert und sie in «Fachmittelschulen» (FMS) umgewandelt hat, haben sich die Diplommittelschulen grundlegend verändert. Die neuen Ausbildungsgänge werden im Kanton Freiburg an der aus der ehemaligen Kantonalen Vorbereitungsschule für paramedizinische Berufe hervorgegangenen Kantonalen Diplommittelschule Freiburg (KDMS) sowie an ein paar Klassen des Kollegiums des Südens in Bulle und des Interkantonalen Gymnasiums der Region Broye (GYB) in

Payerne angeboten. Rund 1000 Freiburger Jugendliche absolvieren eine solche Ausbildung.

Es werden zwei von der EDK anerkannte Ausbildungsabschlüsse abgegeben:

- Der Fachmittelschulenausweis (mit Ausrichtung auf ein bestimmtes Berufsfeld: Gesundheit, Soziale Arbeit, Pädagogik oder ein anderes);
- das Fachmaturitätszeugnis (mit Ausrichtung auf einen bestimmten Studiengang im nicht universitären Tertiärbereich).

Das Fachmaturitätszeugnis ermöglicht die Zulassung zum entsprechenden Studiengang einer Fachhochschule (FHS), insbesondere für Gesundheit oder Soziales, ein solches der Fachrichtung Pädagogik, Zugang zu den Pädagogischen Hochschulen (PHS).

Unsere Diplommittelschulen, die nun FMS genannt werden, haben bei der EDK ein Anerkennungsgesuch für ihren Fachmittelschulenausweis eingereicht. Per Postulat, das sie am 17. November 2005 einreichten und begründeten, wollten Grossrätin Nicole Aeby-Egger und Grossrat Guy-Noël Jelk, dass diese Schulen nicht nur den Fachmittelschulenausweis FMS ausstellen, sondern auch das Fachmaturitätszeugnis. Die Validierung einer Mittelschulenausbildung mit einer Fachmaturität ist eine Absicherung für die Zukunft und stellt einen motivierenden Ausbildungsgang dar, der den heutigen wirtschaftlichen Bedürfnissen entspricht, auf die künftigen Anforderungen vorbereitet und den Ambitionen unserer Jugend entspricht. Vor dem Hintergrund des Lehrstellenmangels ist diese Fachmaturitätsausbildung besonders relevant, weil eine Ausbildung erteilt werden kann, die den Zugang zu Berufsausbildungen des Tertiärbereichs öffnet (Hochschule für Gesundheit und Soziales oder auch Pädagogische Hochschule).

Die Grossrätin und der Grossrat forderten den Staatsrat auf, zu prüfen, ob kurzfristig, das heisst im Zuge der für den Vollzug der neuen EDK-Reglemente von Juni 2003 erforderlichen Arbeiten, allenfalls auch die Fachmaturität für die Bereiche Gesundheit, Soziales und eventuell Pädagogik eingeführt werden könnte.

1.2 Antwort des Staatsrats

In seiner Antwort vom 2. Mai 2006 wies der Staatsrat darauf hin, dass die auf Gesundheits- und Sozialberufe vorbereitenden höheren Schulen in einer Einheit zusammengefasst sind und zur Fachhochschule Westschweiz (HES-SO/S2) gehören. Wie bei allen Fachhochschulen (FH) erfolgt der Zugang über eine Berufsmaturität. Mit dem Inkrafttreten des Gesetzes vom 13. Dezember 2002 über die Berufsbildung (BBG) wurde eine Ausbildung zu den Gesundheits- und Sozialberufen geschaffen. Es handelt sich dabei um die Ausbildungsgänge Fachperson Gesundheit (FaGe) und Fachperson Betreuung (FaBe). Die Inhaber dieser Fähigkeitszeugnisse können ihre Ausbildung fortsetzen und eine Berufsmaturität Gesundheit-Soziales erwerben.

Wie die Verfasserin und der Verfasser des Postulats ganz richtig erwähnen, gibt es aber nicht genügend Inhaber einer Berufsmaturität Gesundheit-Soziales, und es wird auch längerfristig nicht genug von ihnen geben, um den nötigen Nachwuchs in den Gesundheits- und Sozialberufen sicherzustellen. Die HES-SO/S2 wird wie bisher die meisten ihrer Studierenden aus Absolventen der FMS und Inhabern eines gymnasialen Maturitätsaus-

weises rekrutieren müssen. Um den Schülern einer FMS den direkten Zugang zu den FHs zu ermöglichen, ist ein Fachmaturitätszeugnis vorgesehen. Die Modalitäten und Inhalte der Fachmaturitätsausbildung sind durch die EDK-Reglemente noch nicht genau festgelegt; die Kantone verfügen über eine Anpassungsmarge. Die Kantone, hauptsächlich die Mitglieder der Conférence intercantonale de l'instruction publique (CIIP) und der Nordwestschweizerischen Erziehungsdirektorenkonferenz (NW-EDK) wie Freiburg, haben daher Koordinationsgruppen gebildet, um die Anforderungen der verschiedenen Fachmaturitätstypen untereinander abzustimmen.

In einer Übergangsphase haben die Fachhochschulen die Zugangsmöglichkeiten für ihre verschiedenen Studiengänge erweitert. So sind die Gesundheitsberufe weiterhin über den FMS-Ausweis mit anschliessendem Vorbereitungsjahr beziehungsweise Zusatzmodulen zugänglich sowie die Sozialberufe mit anschliessenden 40-wöchigen Berufsvorbereitungspraktika.

Was die Gesundheitsberufe betrifft, so ist insbesondere in der Westschweiz die Meinung verbreitet, die über diese Vorbereitungsmodule erteilte Ausbildung könne auf die Ebene Sekundarstufe 2 transferiert werden und als Ausbildungsprogramm für die Fachmaturität dienen. Die von der CIIP gebildete und mit der Umsetzung der Fachmaturität beauftragte Koordinationsgruppe hat im März 2006 einen Bericht vorgelegt. Sie befürwortete weitere Abklärungen. Ausser dem Kanton Genf, der bereits eine Bestimmung in dieser Richtung verabschiedet hat, wollen die Westschweizer Kantone erst über die Fachmaturität entscheiden, wenn die Ergebnisse der weiteren Abklärungen vorliegen. Im Sozialbereich ist mit einer Übergangsfrist von zehn Jahren vorläufig noch keine Koordination auf Westschweizer Ebene erforderlich.

In der Region NW EDK hat die Arbeitsgruppe «Koordination Fachmittelschulen» ihren Schlussbericht im Februar 2006 vorgelegt; sie empfiehlt darin ebenfalls die Möglichkeit, Zusatzmodule der FHs Gesundheit als gleichwertig zu den Fachmaturitätspraktika gelten zu lassen. Weil die Deutschschweizer FHs Gesundheit ihre Aufnahmebedingungen auch auf weitere Ausbildungsarten erweitert haben, fragen sich hier einige Kantone, ob sie nicht einfach auf die Fachmaturität verzichten wollen.

Kurz: Der Staatsrat hat zwar die Notwendigkeit, den FMS-Abgängern den Zugang zu den Fachhochschulen für Gesundheit und Soziales zu ermöglichen, anerkannt. Zum Zeitpunkt der Antwort war es ihm jedoch nicht möglich, ohne vorherige Abklärungen, entsprechende Modalitäten festzulegen.

Im Bereich Pädagogik hat kürzlich unter der Ägide der EDK eine Vernehmlassung über die Inhalte einer Fachmaturität, welche Zugang zu den Pädagogischen Hochschulen (PH) gibt, stattgefunden. Vorläufig können sich die KDMS-Abgänger – und damit die FMS-Abgänger – für ein Vorbereitungsjahr der PH Freiburg anmelden; dieses bereitet auf die PH-Ausbildung vor. Es fragt sich, ob eine Fachmaturität am Ende oder anstelle dieses Vorbereitungsjahres abgegeben werden könnte.

Der Staatsrat ist sich einerseits der Bedürfnisse der Fachhochschulen Gesundheit-Soziales bewusst, andererseits der Notwendigkeit, den aus der FMS austretenden Schülern die Garantie zu geben, eine Ausbildung im sie interessierenden Berufsbereich fortsetzen zu können. Der Ausbildungsgang Fachmaturität könnte eine aufwertende

Ausbildung und ein anerkannter Ausweis für den Eintritt in die FH sein, soweit sich eine Lösung auf interkantonalen Ebene abzeichnet. Der Staatsrat hatte aber noch keine Vorstellung davon, wie diese Ausbildungen im Detail aussehen könnten und konnte auch ihre Kosten noch nicht beziffern. Aus diesem Grund war er der Meinung, dass diesbezüglich noch weitere Untersuchungen und Abklärungen notwendig sind.

Der Staatsrat empfahl dem Grossen Rat deshalb das Postulat zur Annahme und erklärte sich bereit, einen Bericht über die durch die Ausbildung der Fachmaturität offenen Möglichkeiten und die Notwendigkeit, sie umzusetzen, vorzulegen.

Der Grosse Rat hat das Postulat mit 86 gegen 2 Stimmen, bei 3 Enthaltungen am 8. September 2006 überwiesen.

2. ZIEL DES BERICHTS

Seit Mai 2006 ist das Fachmaturitätsdossier auf Schweizer und Westschweizer Ebene vorangekommen, doch noch nicht soweit, dass diesbezüglich definitive Entscheidungen getroffen werden könnten. Das Ziel dieses Berichts ist deshalb eine Standortbestimmung und eine Skizzierung der nächsten Schritte der Dossierverantwortlichen unseres Kantons.

Doch kann schon jetzt gemäss den Bedürfnissen und den Strukturen der bestehenden Schulen festgestellt werden, dass die betroffenen Berufsbereiche ausschliesslich diejenigen der Gesundheit, der Sozialen Arbeit und der Pädagogik sein werden. Der Kanton sieht nicht vor, die FMS-Ausbildungsgänge in den anderen, in der EDK-Reglementierung erwähnten Bereichen Angewandte Psychologie, Kommunikation und Information, Musik und Theater oder Gestaltung/Kunst anzubieten.

In der Folge werden in diesem Bericht nur die Elemente in Verbindung mit den drei gewählten Bereichen behandelt.

3. ANERKENNUNGSGESUCHE FÜR FMS-ZERTIFIKATE

Das EDK-Reglement über die Fachmittelschulen ist am 1. August 2004 in Kraft getreten. Der Ausbildungsgang, der zum Fachmaturitätsausweis führt, dauert drei Jahre und schliesst neben den allgemein bildenden Fächern die Schwerpunktfächer ein (insbesondere Gesundheit, Soziale Arbeit, Pädagogik). Der Fachmittelschulenausweis ermöglicht den Zugang zu einer höheren Schule für den entsprechenden Bereich. In einer Übergangsphase ermöglicht der FMS-Ausweis über zusätzliche Ausbildungen (Vorbereitungsjahr, zusätzliche Module, Praktika) den Zugang zu den Fachhochschulen für die Bereiche Gesundheit und Soziale Arbeit. Die Inhaber des FMS-Ausweises können sich auch für das Vorbereitungsjahr der Pädagogischen Hochschule Freiburg (PH FR) bewerben. Nach der Erlangung des FMS-Ausweises, wollen einige Schülerinnen und Schüler in ein kantonales Kollegium eintreten und in der Regel innert zwei Jahren eine gymnasiale Maturität erwerben.

Sechzehn Kantone haben bereits eine Anerkennung auf interkantonalen Ebene erhalten. Sieben weitere, darunter auch der Kanton Freiburg, haben ein diesbezügliches Ge-

such eingereicht. Drei Halbkantone (AI, NW und OW) führen keine FMS.

3.1 Die FMS Freiburg und Bulle

Im Namen des Kantons Freiburg hat die EKSD bei der EDK ein Gesuch um Anerkennung der von den beiden betroffenen Schulen abgegebenen Ausweise eingereicht.

- Die Fachmittelschule Freiburg (FMSF), die ehemalige KDMS, eine zweisprachige Schule, die dieses Jahr von 667 Schülerinnen und Schülern besucht wird (509 französischsprachige und 158 deutschsprachige); 73% davon sind Frauen;
- Die Fachmittelschulabteilung des Kollegiums des Südens (ECG Sud), in Bulle, die dieses Jahr von 213 Schülerinnen und Schülern besucht wird, 84% davon sind Frauen.

Das Gesuch betrifft den FMS-Ausweis für zwei Fachbereiche:

- den Fachbereich Gesundheit, für eine berufliche Vorbereitung auf die verschiedenen paramedizinischen Studiengänge der HES-S2 oder für den Zugang zu den technischen Berufen wie chemische/r oder biologische/r Laborant/-in; 56% der Schülerinnen und Schüler wählen diesen Fachbereich;
- den sozialpädagogischen Fachbereich mit spezifischer Vorbereitung auf den Eintritt in eine Hochschule für Soziale Arbeit oder für Bewerber/-innen für die PH FR, über ein Vorbereitungsjahr; 44% der Schülerinnen und Schüler wählen diesen Ausbildungsgang.

Weil diese beiden Schulen bereits über einen dreijährigen Ausbildungsgang der Diplommittelschule verfügten, brauchte es für die Anpassungen an die Anforderungen der Reglementierung 2003 nur ein paar geringe Anpassungen. Diese Schulen haben diese Gelegenheit wahrgenommen, um einen kantonalen Lehrplan zu schaffen, der mit dem FMS-Rahmenlehrplan vom 9. September 2004 der EDK übereinstimmt und für die beiden Schulen des Kantons und die beiden sprachlichen Abteilungen gilt. Eine vereinheitlichte Stundentafel wurde verabschiedet, was bisher noch nicht der Fall gewesen war.

Am 30. November 2007 hat die EDK-Kommission für die Anerkennung von FMS-Ausweisen einen Vorbericht verfasst, in dem es hiess, die beiden Freiburger Schulen erfüllten die festgelegten Bedingungen vollumfänglich. Für die offizielle Anerkennung brauche es aber noch die Verabschiedung durch den Staatsrat der beiden Grundlagenreglemente für diese beiden Ausbildungsgänge: ein *Reglement über die Fachmittelschulbildung* und ein *Reglement über die Prüfungen für den Fachmittelschul-ausweis*.

3.2 Die FMS des interkantonalen Gymnasiums der Region Broye

Auch das interkantonale Gymnasium der Region Broye (GYB), in Payerne, bietet einen FMS-Ausbildungsgang an und zwar in zwei Fachbereichen: Gesundheit und Sozialpädagogik. In diesem speziellen Fall ist es eher die waadtländische Organisation, die als Modell diente, in dem Sinn, dass wie an den Waadtländer Gymnasien Synergien zwischen diesem Ausbildungsgang und der Handelsschule aufgebaut wurden. Mit gemeinsamem Unterricht in den allgemeinen Fächern («tronc commun») können in einer gleichen Klasse Fachmittel- und

Handelsschülerinnen und –schüler zusammen unterrichtet werden, während sie die spezifischen Kenntnisse und Fähigkeiten des Berufsbereichs im gewählten Fachbereich erwerben können. In diesem Schuljahr sind 169 Schülerinnen und Schüler in der FMS-Ausbildung (davon 78 freiburgische), davon sind 72% Frauen. 41% der Schülerinnen und Schüler absolvieren den Fachbereich Gesundheit, 59% den Fachbereich Sozialpädagogik.

Im Namen der Kantone Waadt und Freiburg hat der GYB-Rat ebenfalls ein Anerkennungsgesuch eingereicht. Ein erster Schulbesuch wurde von den Vertretern der Kommission durchgeführt, die feststellen konnten, dass die vorhandenen Strukturen und Programme konform sind. Die Kommission will noch den Inhalt und den Ablauf der ersten Schlussprüfungen im kommenden Juni prüfen, bevor sie den Schlussentscheid über die Anerkennung trifft.

4. ENTWICKLUNG DES DOSSIERS FACHMATURITÄT IN DER SCHWEIZ

Wie weiter oben ausgeführt wurde, haben praktisch alle Kantone Schulen eingerichtet, die FMS-Ausweise ausstellen. Bei der Fachmaturität sieht die Situation jedoch deutlich anders aus: einzig der Kanton Genf verfügt derzeit über eine interkantonale Anerkennung der Fachmaturitätsausweise für die Fachbereiche Gesundheit, Soziale Arbeit und Gestaltung/Kunst. Vier weitere Kantone oder Halbkantone (AR, BS, SH und ZH) haben ein entsprechendes Gesuch bei der EDK eingereicht.

Alle anderen Kantone haben beschlossen, mit der Einführung dieses Ausbildungsgangs noch zu warten, weil es ihrer Ansicht nach mit den im Anerkennungsreglement festgelegten Bedingungen noch nicht möglich ist. Erwähnt sei insbesondere der Kanton Bern, der nicht nur für die Fachbereiche Gesundheit und Sozialpädagogik, sondern auch für die Fachbereiche Pädagogik und Gestaltung/Kunst ein recht ehrgeiziges Fachmaturitätsprojekt erarbeitet hatte, aber dann im Juni 2006 kurzerhand beschloss, das Ganze wieder rückgängig zu machen und den Prozess zu stoppen, bis bezüglich der Bedingungen über die Erlangung der Fachmaturitäten mehr Klarheit herrscht.

So steht also der Kanton Freiburg mit seinem diesbezüglichen Moratorium und der Infragestellung der Notwendigkeit von Fachmaturitäten nicht alleine da. Es sei hinzugefügt, dass die EDK-Reglementierung noch einige Präzisionen erforderte, weshalb auch ein Änderungsentwurf lanciert wurde.

4.1 Revision der Reglementierung durch die EDK

4.1.1 Änderung des FMS-Anerkennungsreglements

Nach der Vernehmlassung, die in der ersten Hälfte des Jahres 2007 stattfand, hat die Plenarversammlung der EDK am 26. Oktober 2007 die revidierte Fassung des Reglements vom 12. Juni 2003 über die Anerkennung der Ausweise der Fachmittelschulen (FMS-Anerkennungsreglement) verabschiedet. In diesem Reglement sind nun die in jedem Fachbereich verlangten zusätzlichen Leistungen festgelegt.

In den Fachbereichen, die uns interessieren, sind die nachstehenden zusätzlichen Leistungen vorgesehen.

- Fachmaturität Gesundheit: neben der Fachmaturitätsarbeit wird ein begleiteter, strukturierter und evaluierter Einsatz in einer Gesundheitseinrichtung verlangt; Mindestdauer: 24 Wochen; die Fachmaturität ermöglicht den direkten Zugang zu einem Studiengang einer FH Gesundheit (z.B. Pflege, Physiotherapie, Ergotherapie).
- Fachmaturität Soziale Arbeit: neben der Fachmaturitätsarbeit wird ein begleiteter, strukturierter und evaluierter Einsatz in einer Sozialeinrichtung verlangt; Mindestdauer: 12 Wochen; die Fachmaturität ermöglicht den direkten Zugang zu einem Studiengang einer FH Soziale Arbeit (z.B. Sozialpädagogik, soziokulturelle Animation).
- Fachmaturität Pädagogik: es werden Kurse in der Erstsprache, der Zweitsprache, Mathematik und Experimentalwissenschaften sowie Geistes- und Sozialwissenschaften verlangt. Diese zusätzliche Leistung wird mit einer Prüfung abgeschlossen, zu der zugelassen wird, wer eine Fachmaturitätsarbeit verfasst und erfolgreich präsentiert hat; die Fachmaturität gibt direkten Zugang zu einem PH-Studiengang für den Unterricht an der Vorschulstufe/Primarstufe.

Das FMS-Anerkennungsreglement anerkennt zudem neu offiziell das Recht des EDK-Vorstands an, Richtlinien für jeden Fachbereich, Ziele, Dauer, Struktur und Organisation der zur Erlangung der Fachmaturität verlangten zusätzlichen Leistungen festzulegen.

Die Rechtsgrundlagen, die einerseits die Abgabe der Fachmaturitätszeugnisse und andererseits den durch diese Zeugnisse verliehenen Zugang zu bestimmten FH-Studiengängen regeln, sind nun klar definiert.

4.1.2 Richtlinie für die Umsetzung der Fachmaturität, Berufsfeld Pädagogik

Von diesem Recht, Richtlinien zu erlassen, vorwegnehmend Gebrauch machend, hat der EDK-Vorstand am 18. Januar 2007 beschlossen, provisorische Richtlinien über die Umsetzung der Fachmaturität Pädagogik (FMP) zu erlassen, die während der Schuljahre 2007/08–2009/10 angewendet werden können. Bis Ende 2009 wird eine Evaluation der Umsetzung dieses Ausbildungsgangs erstellt werden, deren Schlussbemerkungen in die Promulgierung von Richtlinien mit Wirkung ab Schuljahr 2010/11 ausmünden werden.

Diese Richtlinien basieren auf der Arbeit einer gemischten Gruppe von Fachleuten, die damit beauftragt war, das geforderte Niveau an Allgemeinbildung festzulegen und die genauen und auf nationaler Ebene gültigen Inhaltsmodalitäten (Standards) bezüglich der Parameter der Organisation und des Ablaufs der Schlussprüfung der FMP festzulegen. So geben diese Richtlinien weder ein Programm noch einen Lehrplan an, sondern legen lediglich die Dauer der Ausbildung auf mindestens ein Semester fest. Sie geben jedoch für jedes Fach (Erstsprache, zweite Landessprache oder Englisch, Mathematik, Experimentalwissenschaften, Geistes- und Sozialwissenschaften) das Niveau und die Fähigkeiten an, die mit den Prüfungen zu prüfen sind.

Die Zulassung zu den Schlussprüfungen ist abhängig von der erfolgreichen Präsentation einer Maturitätsarbeit über ein frei wählbares Thema. Das Vorbereiten und Schreiben dieser Arbeit müssen mindestens zwei Monate selbständiger Arbeit erfordern.

Hierzu sei bemerkt: Ein Anhang zu diesen Richtlinien sieht vor, dass Berufsleute mit mehrjähriger Erfahrung oder Inhaber einer Berufsmaturität in einen PH-Studiengang für den Unterricht an der Vorschulstufe und Primarstufe aufgenommen werden können, sofern sie eine zusätzliche Prüfung bestehen, für die die Pädagogischen Hochschulen verantwortlich sind und an das Niveau eines Fachmittelschulausweises Berufsfeld Pädagogik aufweist.

4.2 Überlegungen auf Ebene der HES-S2

Die Westschweizer Fachhochschule Gesundheit-Soziales (HES-S2) hat ein Kontrollnetzwerk aufgebaut, das insbesondere die Zulassungsbedingungen zu prüfen hat. In seinem Bericht, der im Frühjahr 2007 vorgelegt wurde, stellt dieses insbesondere eine Anzahl Annahmen bezüglich der Bedingungen der Einrichtung von Fachmaturitäten auf.

Was die Hochschulen für Soziale Arbeit betrifft, so sollte der Transfer der derzeitigen provisorischen Zulassungsbedingungen zur Fachmaturität keine grossen Probleme bereiten. Während einer Übergangszeit von zehn Jahren wird akzeptiert, dass Inhaberinnen und Inhaber des FMS-Ausweises mit mindestens einem Jahr Qualitäts-Berufserfahrung zur Ausbildung zugelassen werden. Diese Erfahrung erlaubt, sich im Hinblick auf eine künftige Berufstätigkeit der bestehenden Realitäten der Klienten und potenziellen Klienten bewusst zu werden. Für die Fachmaturität in diesem Bereich ändern sich die Bedingungen kaum, weil das Wesentliche der zusätzlichen Leistungen in Praktika in verschiedenen Einrichtungen besteht. Es geht somit vor allem noch darum, ihre Dauer und Evaluation zu regeln.

Probleme gibt es beim Zugang zu den Studiengängen Gesundheit. Die Aufnahmebedingungen für die FH Gesundheit unterscheiden zwei Hauptzugänge.

Als berufsfeldspezifische Ausbildungen werden das Eidgenössische Fähigkeitszeugnis (EFZ) Gesundheit plus die Berufsmaturität Gesundheit-Soziales oder der FMS-Ausweis plus eine Fachmaturität Gesundheit angesehen. Die Kandidatinnen und Kandidaten mit einer vorgängigen berufsfeldspezifischen Ausbildung können eine FH-Ausbildung in drei Jahren absolvieren.

Als nicht berufsfeldspezifische vorgängige Ausbildung werden ein Eidgenössisches Fähigkeitszeugnis (EFZ) eines anderen Berufsfelds und eine andere Berufsmaturität, die gymnasiale Maturität oder der FMS-Ausweis ohne Fachmaturität angesehen. Kandidatinnen und Kandidaten ohne berufsfeldspezifische Ausbildung müssen zu Beginn, während oder am Ende der Ausbildung an einer FH Gesundheit zusätzliche Module absolvieren.

In den Westschweizer FH Gesundheit bestehen diese zusätzlichen Module allgemein in einem Vorbereitungsjahr, das innerhalb der Schule für Gesundheit stattfindet, jedoch nicht als Tertiärausbildung angesehen wird. Es handelt sich im Wesentlichen um technische und praktische Kurse, für die es spezifische Infrastrukturen wie Labors, Übungs-Krankenzimmer usw. braucht.

In seinem Bericht hat das Kontrollnetzwerk verschiedene Szenarien für die Realisierung einer Fachmaturität Gesundheit vorgeschlagen. Wegen der im Anerkennungsreglement der EDK erfolgten Änderung, ist nur noch eines geblieben. Es stützt sich auf das Genfer Modell einer Partnerschaft zwischen der Sekundarstufe 2 und den FH

Gesundheit und sieht vor, die Fachmaturität und das Vorbereitungsjahr in einem gemeinsamen Bildungsdispositiv vorzusehen. Die Sekundarstufe 2 würde den Ausbildungsstätten FH Gesundheit zum Beispiel einen Leistungsauftrag für die Erteilung der praktischen und technischen Ausbildung erteilen. Dieses Modell hat den Vorteil, dass es eine frühe praktische Erfahrung im gewählten Beruf ermöglicht, ohne eine allzu grosse Anzahl Praktikumsplätze bei den Spitälern oder anderen medizinischen und paramedizinischen Einrichtungen zu erfordern.

Als Nachteil muss festgehalten werden, dass jeder Studiengang Gesundheit seine eigenen Vorbereitungsjahre anbietet und es keine Mobilität zwischen den Studiengängen gibt. Im Wohnsitzkanton inexistenten Ausbildungen haben interkantonale Verschiebungen zur Folge. Weil eine Ausbildung im Wohnsitzkanton nicht angeboten wird, muss sie in einem anderen Kanton besucht werden. Eine weitere Schwierigkeit besteht in der Einmischung der Tertiärstufe in ein von der Sekundarstufe 2 zertifiziertes Gebiet. Um ein solches Programm realisieren zu können, müssten strikte Vorgaben formuliert werden, damit die Selektion vor Beginn der Fachmaturitätsausbildung und der Zugang zu den Studiengängen ausserhalb des Wohnsitzkantons sichergestellt sind. Es wird notwendig, dass das Fachmaturitätsmodell Gesundheit auf Schweizer Ebene harmonisiert wird, damit der Ausweis im ganzen Land anerkannt wird.

Wegen des unsicheren Kontexts, insbesondere bezüglich der Übereinstimmung des Ausbildungssystems im Bereich Gesundheit mit den europäischen Richtlinien, die bei der praktischen Ausbildung zwingende Bedingungen stellen, hat der strategische Ausschuss der HES-SO gefordert, dass dieses Szenario detailliert untersucht wird und die Westschweizer Kantone dazu angehört werden. Die Ergebnisse dieser Vernehmlassung werden erst im Frühjahr 2008 bekannt sein.

4.3 Entscheidungen der Nachbarkantone

Der Kanton Genf bietet schon eine von der EDK anerkannte Fachmaturität für die Berufsfelder Gesundheit, Soziale Arbeit, Gestaltung/Kunst an. Dieser Kanton hat aber nicht die Absicht, die Fachmaturität Pädagogik einzuführen, weil die Primarlehrerbildung an der Universität angeboten wird.

Im Kanton Waadt wurde entschieden, eine Fachmaturität Pädagogik (FMP) einzuführen, die ab Schuljahresbeginn 2009/10 die heutige einschlägige kantonale Fachmaturität ersetzt. Bezüglich des Berufsfelds Gesundheit werden die Überlegungen noch weiter geführt.

Auch der Kanton Wallis hat einen Grundsatzentscheid getroffen, nämlich die FMP sofort und sobald wie möglich die Fachmaturität für die Berufsfelder Gesundheit und Soziale Arbeit, je nachdem, wie sich das Dossier auf Westschweizer Ebene entwickelt, einzuführen.

Die Kantone Neuenburg, Jura und Bern haben ihre neusten Absichten noch nicht bekannt gegeben.

5. SITUATION IM KANTON FREIBURG

5.1 Fachmaturität Soziale Arbeit

Wie weiter oben ausgeführt wurde, stellt dieses Berufsfeld für die Einführung einer Fachmaturität am wenig-

sten Schwierigkeiten dar. Dieses Berufsfeld ist zudem am wenigsten dringend, weil die Übergangssituation auf zehn Jahre festgelegt wurde und also noch bis 2014 oder 2015 dauert.

5.2 Fachmaturität Gesundheit

Gegenwärtig absolvieren die Inhaber von FMS-Ausweisen und die Inhaber von gymnasialen Maturitätsausweisen gemeinsam ein Vorbereitungsjahr unserer Hochschule für Gesundheit (HEdS-FR). Diese Ausbildung entspricht den zusätzlichen Leistungen, die für die Erlangung der Fachmaturität vorgesehen sind. Es ist aber klar, dass die Ausbildungsgänge nicht doppelt angeboten werden können, das heisst, dass diese Leistungen in einer FMS angeboten werden und man die Inhaber von gymnasialen Maturitätsausweisen ihr Vorbereitungsjahr in der HEdS-FR absolvieren lässt. Aus offensichtlichen Rentabilitätsgründen müssen Synergien zwischen Sekundär- und Tertiärbereich gefunden werden. Dies ist auch ein Anliegen der Fachhochschule Westschweiz für Gesundheit und Soziale Arbeit (HES-S2). Deshalb muss auf die Ergebnisse der Westschweizer Vernehmlassung gewartet werden, um sie auf Freiburger Ebene zu integrieren.

Weitere Schwierigkeiten sind nicht zu unterschätzen, insbesondere diejenigen in Zusammenhang mit den Ausbildungen in den im Kanton Freiburg nicht angebotenen Berufsfeldern Physiotherapie, Radiologie, Ernährungsberatung, Geburtshilfe. Es ist offensichtlich, dass eine interkantonale Zusammenarbeit zur kantonalen Partnerschaft hinzu gefunden werden muss.

5.3 Fachmaturität Pädagogik

In diesem Bereich gibt es eine entsprechende Situation mit der Notwendigkeit, eine Partnerschaft zwischen der Pädagogischen Hochschule Freiburg (PH FR) und der Sekundarstufe 2 zu schaffen. Diese Situation ist jedoch weniger komplex, weil nur ein Ausbildungsgang möglich und ein Schultyp betroffen sind.

Gegenwärtig nimmt der Vorbereitungskurs der PH FR nicht nur Inhaber von FMS-Ausweisen auf, sondern auch Kandidaten mit anderen Ausbildungen, insbesondere Inhaber eines EFZ mit verschiedenen Berufserfahrungen. Für diese Kandidaten ist im Reglement der EDK über die Anerkennung eine zusätzliche Prüfung vorgesehen.

Die zusätzlichen Leistungen dieses Bereichs sind im Wesentlichen schulischer Art, und die FMS wären durchaus in der Lage, sie anzubieten. Die Anzahl der Inhaber von FMS-Ausweisen, die sich für diesen Ausbildungsgang entscheiden, wird aber vielleicht nicht eine ausreichende kritische Masse bilden, um die Eröffnung einer Klasse zum bestehenden Vorbereitungskurs der PH FR hinzu zu rechtfertigen.

Deshalb müsste entschieden werden, wo diese Ausbildung stattfinden soll, und welche Verantwortlichkeiten einem jeden Unterrichtsniveaus zukommen.

5.4 Sonderfall Interkantonales Gymnasium der Region Broye

Gemäss der Interkantonalen Vereinbarung vom 9. Dezember 2002 über die Schaffung und den Betrieb des Interkantonalen Gymnasiums der Region Broye (CIGB) kann diese Schule nur Ausbildungsgänge anbieten, die in den beiden Kantonen bekannt sind. Eine allfällige Ein-

führung von Fachmaturitäten würde also von Grundsatzentscheiden abhängen, die sowohl der Kanton Waadt wie auch der Kanton Freiburg zu treffen hätten.

Werden die Fachmaturitäten in beiden Kantonen angeboten, so müssten noch die Anwendungsmodalitäten für die Schüler des GYB geprüft werden. Sonst müsste man sich fragen, unter welchen Bedingungen die Freiburger Schüler des GYB in eine Waadtländer FH oder PH aufgenommen werden könnten und umgekehrt, zu welchen Bedingungen die Waadtländer Schüler zum Studium in Freiburg.

5.5 Studienmandate

Auf dieser Basis ist es klar, dass die gegenwärtige Situation mittelfristig nicht aufrecht erhalten werden kann. Die Fachhochschulen, insbesondere diejenigen der Gesundheitsberufe, brauchen Schüler mit FMS-Ausbildung. Dieses Jahr kommen die Jugendlichen, die ihre Ausbildung an der HEdS-FR begonnen haben, zu 40% aus unseren FMS. Und doch sind die Inhaber eines FMS-Ausweises mit der folgenden Situation konfrontiert: sie müssen zusätzliche Leistungen erbringen, um freien Zugang zu einer FH zu haben, doch weil diese Leistungen von einem Kanton zum anderen nicht die gleichen sind, garantieren diejenigen, die sie in einem Kanton anbieten, keinen direkten Zugang zu einer Fachhochschule eines anderen Kantons. Diese Bedingungen sind mit Rücksicht auf die im Schweizer Bildungssystem erforderliche Durchlässigkeit nicht ideal. Unsere FMS können sich langfristig nur positionieren, wenn sie zum FMS-Ausweis hinzu eine schweizweit anerkannte Fachmaturität anbieten können.

Zahlreiche Fragen stellen sich aber noch bezüglich der Modalitäten und Strukturen dieser verschiedenen Fachmaturitäts-Ausbildungsgänge. Sowohl der Entscheid der EDK wie die Vorstösse auf Ebene der HES-S2 bilden heute eine ausreichende Basis, um in eine konkrete Phase der Suche nach Lösungen einzutreten.

Deshalb wird die EKSD eine Dreifacharbeitsgruppe damit beauftragen, die Umsetzungsbedingungen der Fachmaturitäten Gesundheit, Soziale Arbeit und Pädagogik im Kanton Freiburg festzulegen.

Diese Gruppe wird sich aus Fachpersonen und Vertretern des Amtes für Universitätsfragen (UFA), des Amtes für Mittelschulunterricht (S2) sowie aller Freiburger Fachhochschulen und FMS zusammensetzen haben.

In jedem dieser Berufsfelder geht insbesondere darum, die folgenden Aufgaben auszuführen:

- quantitative Bedürfnisse festlegen (potenzielle Kandidaten eines jeden Berufsfeldes);
- Synergien festlegen, mögliche Kooperationen und Partnerschaften zwischen Sekundar- und Tertiärebene;
- mögliche Ausbildungsstruktur prüfen und Arbeitsprogramme erstellen;
- allfällige Stellentransfers erwägen und den Bedarf an zusätzlichen VZÄ einschätzen;
- finanzielle Konsequenzen ableiten.

Diese Überlegungen müssen die den Schülern des GYB angebotenen Möglichkeiten einschliessen.

Bezüglich der zeitlichen Planung werden bis Ende März 2008 Arbeitsgruppen gebildet werden. Jede Untergruppe wird bis Dezember 2008 einen Zwischenbericht einreichen. Es wird davon ausgegangen, dass die Einführung dieser Ausbildungsgänge frühestens auf den Schuljahresbeginn 2009 für die Fachmaturität Gesundheit und 2010 für die beiden anderen Fachgebiete erfolgen kann.

6. SCHLUSSBEMERKUNG

Angesichts der Entwicklung dieses Dossiers musste in dieser Sache ein Moratorium eingehalten werden. Der Statsrat ist sich jedoch bewusst, dass die Situation der Inhaber von FMS-Ausweisen mittelfristig unbefriedigend ist. Die in diesem Studiengang ausgebildeten Schüler werden in den Abnehmer-FHs geschätzt, insbesondere im Gesundheitsbereich, wo sie einen hohen Prozentsatz der Studierenden ausmachen. Die Zulassungsbedingungen für diese Schulen hängen von Übergangsbedingungen ab, die bald nur noch auf kantonaler Ebene gültig sein werden. Auf dieser Grundlage sollte die Einführung von Fachmaturitäten auch in unserem Kanton ein Muss sein.

Die heutige Situation erlaubt aber noch keine Festlegung von Umsetzungsbedingungen. Diese hängen auch, insbesondere im Gesundheitsbereich, von den Entscheiden anderer Kantone ab.

Aus diesem Grund unterstützt der Staatsrat das Vorhaben der EKSD, Studienmandate zu erarbeiten, die zu konkreten Entscheiden führen werden.

Abschliessend, und bis die Stellungnahmen vorliegen, welche die Absichten des Kantons bezüglich der Einführung von Fachmaturitäten klären, lädt der Staatsrat Sie ein, diesen Bericht zur Kenntnis zu nehmen.